

# LES MIRAGES SÉCURITAIRES. Par Bertrand BADIE

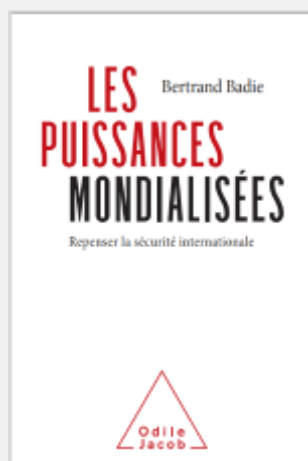
EDITORIAL

mercredi 20 octobre 2021, par [BADIE](#)

L'éditorial de Bertrand Badie (1) s'inscrit dans deux directions originales peu appuyées ailleurs : épuisement de la perte d'efficacité de la puissance et montée des paramètres sociaux dans le système mondial. « Paradoxalement », dans un monde post-bipolaire, la grande stratégie reste celle des États-nations, y compris pour les puissances émergentes. Il en découle une crise de la gouvernance, car les dynamiques actuelles ne peuvent être appréhendées dans une simple logique nationale. Les urgences climatiques, sanitaires, alimentaires... doivent être gérées selon une approche de sécurité globale, en passant de la puissance mondiale à celle de *puissances mondialisées*, enfin en accord avec les enjeux de la mondialisation contemporaine. La thèse est particulièrement stimulante dans un moment de retour des souverainetés. L'auteur analyse la « résistance » des anciennes logiques en raison de multiples convergences opportunistes. La question des valeurs divergentes entre puissances autoritaires et démocraties sur la défensive reste entière.

*Un grand merci à Bertrand Badie dont on lira le dernier ouvrage pour mesurer les contradictions actuelles, dans ce moment de ruptures du jeu international et de modifications de la conflictualité. Une écriture toujours stimulante.*

(1) Bertrand Badie est Professeur émérite à Sciences Po Paris. Il vient de publier : « **Les Puissances mondialisées. Repenser la sécurité internationale** ». Odile Jacob, septembre 2021. Il cosigne avec Dominique Vidal, « La France, une puissance contrariée. L'état du monde. » Edition 2022. La Découverte, août 2021.



## EDITO - LES MIRAGES SÉCURITAIRES

On pense comme on nous a appris à penser. Thomas Hobbes est, depuis des siècles, notre maître en matière de sécurité. Celle qui l'a obsédé tout au long de sa vie était le fruit naturel d'un ordre politique qui, de son temps, allait de soi : le philosophe avait, sous ses yeux, les derniers soubresauts de la guerre de Trente ans, comme ceux, impitoyables, de la guerre civile anglaise. Sa mère, dit-on, vivait, alors qu'elle l'attendait, sous la pression d'une peur énorme causée par l'approche de l'invincible armada ! Les États étaient bien, les uns pour les autres, comme des gladiateurs invétérés, persuadés que la menace principale qui frappait chacun tenait aux calculs hostiles du voisin : la sécurité était donc nationale, concernait au premier chef le territoire propre à chaque État, devait déjouer les calculs d'un stratège nécessairement malveillant. Tout cela a bien changé.

Non pas que ce type de menace ait tout entier disparu : à l'instar des quelques conflits interétatiques qui demeurent, la dimension nationale des questions sécuritaires fait aujourd'hui encore sens. Mais ce type de sécurité n'est plus la matrice du jeu international, comme c'était le cas dans la construction hobbesienne : il est supplanté par une sécurité globale qui n'est plus liée à l'existence d'un ennemi potentiel, d'un stratège visant à affaiblir la capacité d'un État-rival. Cette menace globale provient cette fois du système mondial, appréhendé dans son ensemble, indépendamment de toute volonté malveillante, et s'adressant communément à l'ensemble de l'humanité. Proche de l'insécurité humaine définie par le PNUD, dans son fameux rapport de 1994, elle désigne ces peurs inclusives qui dominent aujourd'hui et dont il convient de « libérer » les humains : la famine, le changement climatique, les risques sanitaires, économiques, individuels, culturels et politiques.

Cette insécurité globale tire son ascendant du fait qu'elle frappe désormais par deux fois. De façon directe, d'abord : la faim dans le monde tue jusqu'à 10 millions de personnes par an et, si on en croit l'OMS, le changement climatique est porteur d'une létalité comparable. Mais, il faut de nos jours compter avec un autre de ses effets, systémique et indirect : l'interaction entre ces sept menaces est aujourd'hui à l'origine des formes nouvelles de conflictualité, plus intra-étatiques et sociales que traditionnellement liées au choc des puissances. Celles-ci interfèrent, avec d'ailleurs peu de succès, dans un processus qui est

d'abord interne. C'est en cela que la matrice des relations internationales tend à changer de nature : le jeu « inter-national » classique cède le pas devant la décomposition belligène de sociétés prises au piège d'une insécurité humaine ayant atteint, sous des formes diverses et composites, un seuil critique exploité à l'envi par des entrepreneurs de violence, djihadistes, bandes armées, gangs ou mafias qui savent très bien en tirer profit.

Les illustrations de cette rupture profonde dans le jeu international sont nombreuses, tout particulièrement depuis 1989. La défaite récurrente des plus puissants est notamment parlante : celle des Etats-Unis au Vietnam, même si alors le jeu bipolaire faisait encore partie de la décision, mais surtout les échecs que « l'hyperpuissance » eut à subir en Somalie (1993), en Irak, après 2003, puis récemment en Afghanistan ; on en dira de même de la déconfiture soviétique sur le même terrain afghan, moins de quatre décennies plus tôt, ou des désillusions françaises en Afrique, notamment sahélienne. Mais il faut aussi tenir compte du nouveau jeu d'acteurs prévalant désormais dans ce type de conflictualité qui n'est plus abandonné au choc frontal d'armées rompues aux techniques martiales, mais à une interaction entre rôles sociaux les plus divers, où se mêlent milices, prêcheurs, groupes d'autodéfense, tensions intercommunautaires, rivalités entre paysans désorientés par la faillite des systèmes fonciers et parfois otages d'un face à face meurtrier entre éleveurs et cultivateurs, le tout révélant des pathologies sociales fort complexes. A tel point que la stratégie clausewitzienne laisse désormais la place à une microsociologie des conflits dans lesquels interfèrent des acteurs locaux fort hétérogènes, mêlant vaille que vaille choix d'opportunité et choix de survie.

Autrement dit, la conflictualité est de plus en plus structurée par les conséquences désastreuses, au plan local, des enjeux et des risques globaux. Dès que ceux-ci atteignent un seuil critique, le risque est fort qu'ils entretiennent une situation belligène, animée et gérée par des entrepreneurs de violence aguerris à cette pratique. La « grande stratégie » de jadis laisse alors la place à des micro-stratégies qui cherchent à tirer les dividendes de l'impuissance croissante de la puissance. Les règles mêmes du *conflict-solving* s'en trouvent profondément modifiées : c'est en agissant sur le tissu social qu'on peut progresser dans la résolution de ces nouveaux conflits, en concevant une chaîne d'interventions qui, de bas en haut, part d'une gouvernance des risques globaux, jusqu'à mobiliser, au niveau local, les moyens nécessaires à leur éradication sur le terrain.

Bien sûr, la fonction militaire ne disparaît pas : le traitement social de la conflictualité implique du temps et des transitions périlleuses qui présentent un risque persistant de violence et d'insécurité. Mais la différence avec hier est bien là : l'une et l'autre ne relèvent plus de ce choc originel de puissance jadis constitutif du jeu international. L'acte militaire ne répond donc plus à cette rencontre première, mais suppose désormais un accompagnement plus complexe d'une forme nouvelle de régulation globale. Il ne saurait plus afficher une puissance individualisée, mais est appelé à s'insérer dans un jeu de stabilisation qui relève de l'ordre international global. C'est pourquoi l'optimisation de ses chances de réussite tient à l'expression de sa nature collective, indépendante de toute prétention oligarchique propre à un Etat, à l'instar de l'opération « tempête du désert » (1991) qui tint sa réussite de sa nature essentiellement multilatérale. Aujourd'hui, la multilatéralisation de l'acte militaire va de pair avec la découverte de la nouvelle sécurité globale.

La transition est dure et nul ne saurait la forcer : on constate qu'elle conduit même à quelques retours en arrière dont la période actuelle est friande, quelques arrangements régionaux intermédiaires, déjà bien incertains, comme le suggère le projet de défense européenne. Mais rejeter à *priori* cette orientation nouvelle n'est sanctionné que par l'échec. La science politique ne peut, pour le moment, que relever la périlleuse dialectique d'une nationalisation active des enjeux globaux par les Etats, faisant écho à une poussée néo-nationaliste dans les opinions. Comme pour survivre, les Etats ont répondu à l'insécurité pandémique en jouant des frontières, de la compétition, de la stigmatisation de l'autre, voire de la guerre (des masques, des statistiques, des vaccins), abandonnant très vite la recherche d'une meilleure gouvernance sanitaire mondiale. Gardant jalousement leur prérogative souveraine en matière climatique, ils inondent la scène internationale de formules rhétoriques bien frappées par d'excellents spécialistes en communication, ou de promesses à échéance quasi-mortelle. Ils rencontrent là une opinion qui n'est certainement pas prête à se plier à une nouvelle discipline économique globale, imposant des sacrifices immédiats consentis aux nouvelles menaces pour en laisser les bénéfices aux seules générations futures. Gouvernants et gouvernés se retrouvent ainsi sur un consensus néo-nationaliste qui aggrave les menaces plutôt que de les pallier.

Le « mirage sécuritaire » tient à cet ensemble d'artifices destinés à entretenir l'illusion que la sécurité d'aujourd'hui est de même nature que celle d'hier, que l'on vit un flot de retours, ceux de la guerre, de l'Etat, de la nation, de la guerre froide, tandis que le « terrorisme », volontiers imprécis dans sa définition, ne serait que la répétition de la guerre d'hier par d'autres moyens... Autant de paravents volontiers adoptés par ceux qui ne veulent pas voir le réel et réagissent positivement à des peurs d'autant plus identifiables qu'elles sont conformes à leur mémoire et viennent d'acteurs extérieurs à l'histoire westphalienne. Même si de nombreuses scènes évoquent illusoirement ces retours, rares sont celles qui peuvent se prévaloir de l'efficacité d'une telle renaissance. Pointe, au contraire, à l'horizon des pratiques nouvelles, une recomposition de la puissance en fonction des nouveaux paramètres de la mondialisation : cet effort de réinvention, de conception d'une *nouvelle puissance mondialisée* devient l'enjeu d'avenir. Entre l'invention et la marche arrière, l'Histoire n'a-t-elle jamais hésité ?